

2 Politique

Congrès du Parlement sur la révision constitutionnelle Comme une lettre à la poste

SM

Libreville/Gabon

LES deux chambres du Parlement se sont réunies hier en congrès, au siège de l'Assemblée nationale, pour procéder à l'adoption du texte portant révision de la Constitution. Ce, conformément aux dispositions de la loi initiale (article 116).

Ainsi, au terme d'un vote à bulletin secret, sénateurs et députés se sont, dans une forte majorité, prononcés en faveur de cette nouvelle mouture. Sur les 213 votants, 197 ont opté pour le oui tandis que 14 se sont déclarés contre et deux se sont abstenus.

Comme il est d'usage au sein du Parlement, l'adoption d'une loi en plénière obéit à une tradition qui consiste à donner la parole aux différents présidents des groupes parlementaires afin qu'ils déclinent leur motivation en faveur ou non, du texte qui leur est soumis. Tour à tour ces responsables de groupe se sont succédé sur le pupi-



Photo : Bandama

Une vue générale, hier lors de ce congrès parlementaire.

tre de l'hémicycle provisoire du palais Léon Mba. D'abord, le président du groupe parlementaire Front uni du sénat, Jean Eyeghe Ndong suivi de ceux des groupes "Les démocrates", Albertine Maganga Moussavou, "les Centristes", quelques indépendants, puis les présidents des groupes PDG au Sénat et à l'Assemblée nationale.

Selon qu'on est de la majorité ou de l'opposition, chacun des intervenants s'est dit favorable au vote du projet de révision constitutionnelle ou

a milité pour son rejet. Pour sa part, l'opposition qui est minoritaire dans les deux Chambres du Parlement, a tenté de rallier l'assistance à ses idées, certainement en pensant que certains élus issus du parti au pouvoir ou certains de ses alliés pouvaient changer de position. Malheureusement pour eux, leurs collègues d'en face sont restés disciplinés en respectant la consigne de vote qui, selon certaines indiscretions, leur avait été donnée un peu plus tôt par les différents pré-

sidents de leur groupe.

Dans tous les cas, Jean Eyéghé Ndong a évoqué les notions de "conscience et de responsabilités face à l'histoire de notre pays". Tandis que du côté de la majorité, André Dieudonné Berre a quant à lui, mis en avant la "cohérence et les avancées dans notre démocratie". Au final, la majorité a approuvé la nouvelle mouture du texte qui sera promulguée prochainement par le président de la République conformément à la loi.

Législatives 2018

Les Démocrates iront aux élections

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

C'est la principale annonce faite, hier, par le président de cette formation politique, Guy Nzouba Ndama, lors de sa conférence de presse. Le projet de révision constitutionnelle n'était pas en reste.

LE parti les Démocrates prendra, bel et bien, part aux élections législatives à venir. C'est ce qu'a laissé entendre, hier, le président de cette formation politique de l'opposition, Guy Nzouba Ndama, au cours d'une conférence de presse animée au siège de son parti.

Face à un parterre de personnalités, notamment le secrétaire général du Rassemblement Héritage et modernité (RHM), Michel Menga M'Essone, et de nombreux cadres de sa formation politique, il a justifié la position de son parti. Après avoir montré que le dialogue organisé par la Coalition pour la

nouvelle République (CNR) ne disposait "d'aucun cadre d'application concrète de ses résolutions", et que celui du pouvoir en place, "bien que disposant d'un tel cadre est passé à côté des vertus que le peuple gabonais attendait de lui", Guy Nzouba Ndama s'est posé une question fondamentale : "comment éviter que le pays demeure dans la situation de stagnation et de déprime actuelle ?" A cette question, l'ancien président de l'Assemblée nationale a dit, choisir avec ses troupes, de participer au scrutin censé se tenir, selon la Cour constitutionnelle, au plus tard, en avril prochain.

Au sein de la CNR, a précisé le leader de Les Démocrates, "dorénavant, nous sommes porteurs de la position estimant qu'il reste les élections législatives parmi les solutions ultimes". Ce, d'autant plus que, a-t-il poursuivi, "nous sommes également convaincus que la politique de la chaise vide, dans le cas d'espèce, reviendrait à offrir un boulevard au pouvoir en place



Photo : Eric Laphéta

Le président des Démocrates, Guy Nzouba Ndama.

"Toutefois, a-t-il insisté, " nous n'avons aucunement l'intention de désavouer les autres formations politiques de la CNR qui pourraient s'inscrire contre notre option".

Forts de cette ambition, les Démocrates ont formulé le vœu que les Gabonaises et les Gabonais puissent envoyer à l'Assemblée nationale une nouvelle majorité. Laquelle, a indiqué M. Nzouba Ndama, "sera vouée à accomplir l'indispensable mission de réconciliation du peuple, sur fond de reconquête d'estime de soi et de fierté pour chaque citoyen". Aussi, soucieux du jeu démocratique, les Démocrates ont-ils interpellé les uns et les autres sur la nécessité "d'avoir des élections enfin propres". Entendu, selon l'ancien député PDG de la Lolo-Wagna, "des élections où celui qui perd, doit perdre dans la transparence et celui qui gagne, mériter sa victoire dans la transparence". D'où, a-t-il

déclaré, l'organisation, dans les tout prochains jours, d'une série de rencontres qu'il entend initier avec les responsables des organes désormais en charge de l'organisation des élections politiques dans notre pays.

Abordant le volet consacré au projet de révision constitutionnelle, Guy Nzouba Ndama a dit "fortement regretter qu'elle n'ait point donné droit à la voie référendaire, compte tenu du contexte de crise actuelle". Aussi, a-t-il déploré, le possible redécoupage des circonscriptions électorales préconisé par les acteurs du Dialogue politique d'Angondjé. D'autant que, à son avis, "cette manœuvre pourrait consacrer aussi bien une augmentation inopportune du nombre des députés dans un contexte de conjoncture défavorable, qu'un ratio disproportionné de parlementaires au regard de la population gabonaise".

Editorial

Moins de fleurs, plus d'épines

Lin-Joël NDEMBET

Libreville / Gabon

LE chef de l'Etat s'adressera, ce jour, à l'ensemble des élites politique, administrative, économique, juridique et militaire du pays, lors de la traditionnelle cérémonie de présentation des vœux à la première institution de la République. Qui ne manquera pas de préciser sa pensée sur la marche des affaires publiques, et ce sur ce qu'il attend de chacune d'elles face aux défis à relever cette année.

Un an après le lancement de l'opération « Mamba », de lutte contre la corruption, ce fléau, qui continue à gangrener partout où la décision et les budgets se trouvent, hantera sans nul doute les esprits qui se souviendront des premières victimes de ce reptile. Ce d'autant que ce sport devenu national depuis belle lurette fait toujours des émules au sein de nos ministères, administrations, sociétés parapubliques, publiques, agences et nos juridictions, qui comptent en leur sein ces spécialités, ces "monstres" du « plus de fleurs, moins d'épines », qui consiste à se complaire dans leurs fonctions, se préoccuper plutôt de leurs intérêts personnels au détriment du plus grand nombre, en dilapidant les fonds publics et en perpétuant les mauvaises pratiques.

Combien sont-ils ? Aucun chiffre ne peut être fourni, mais ils sont sans doute "très" nombreux. Cependant, ils sont pourtant connus de tous. Du moins, ceux qui pillent en toute impunité l'argent public, freinent la réalisation des projets socio-économiques. Et parce qu'ils sont toujours et encore un peu partout aux affaires, ils passent pour des intouchables. A raison d'ailleurs. Tant qu'ils ne seront pas inquiétés ou n'auront pas répondu devant les juridictions compétentes de leurs forfaitures qui mettent le pays exsangue. En revanche, on sait au moins les effets dévastateurs des actes auxquels ils se sont livrés ou/et se livrent et leurs incidences sur la vie de nos concitoyens et la marche du pays.

C'est pourquoi, dans l'intérêt supérieur de nos populations qui doivent rester notre seule boussole, et à qui ces fonds détournés sont destinés pour leur bien-être, il importe de mener "cette guerre de libération" sur tous les fronts. A défaut d'être traqués avec la dernière énergie, il est nécessaire qu'une implacable fermeté, longtemps et toujours galvaudée, s'abatte sur ces torpilleurs de l'action publique, au nom de la nouvelle gouvernance décidée par le premier gabonais.

Le ton de fermeté employé par Ali Bongo lors de ces vœux à la Nation, clamant qu'il ne tolérera plus aucun retard, ni obstacle dans la mise en œuvre des projets, peut présager d'une plus grande rigueur. Car, jusqu'à présent, - il faut le reconnaître -, la peur qui avait gagné les esprits dès les premières morsures de « Mamba », a laissé peu à peu la place au laxisme, au laisser-faire. En un mot, à l'impunité. Laisant grandement ouvertes les portes aux mauvaises habitudes ancrées dans le subconscient.

Pour éviter que les mêmes causes ne produisent les mêmes effets, la seule façon d'empêcher que les nouvelles (?) élites ne succombent au parfum enivrant de l'argent facile et autres pratiques nuisibles aux intérêts du plus grand nombre, est d'assainir l'environnement pollué par toutes ces aspérités, tares et pratiques à l'origine du fléau. Cela exige de poursuivre l'œuvre de salubrité entamée et d'instaurer plus sérieusement le contrôle des cadres et des rouages. Car, s'il est établi que le pouvoir sans restriction, ni surveillance aboutit nécessairement à la corruption des âmes sensibles, superviser et contrôler tous ces responsables de sorte qu'ils aient l'impression de marcher au bord du précipice, et qu'au moindre faux pas, ils tombent, reste une exigence.

Pour dire, qu'il va falloir manier le bâton et la carotte pour éviter le péril du pays et des générations futures. Sans pudeur, la loi rien qu'elle, devra s'appliquer pour punir et bannir ces mécréants de la naissance d'un nouvel ordre, d'une dynamique qui ne s'accommode pas du tout avec ce qui tue le pays. A chacun d'agir alors pour qu'il y ait moins de fleurs, mais plus d'épines en se mettant davantage au seul servir de la Nation.

Diplomatie

Trois nouveaux ambassadeurs accrédités

LE chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a reçu, hier, les Lettres de créance des nouveaux ambassadeurs de l'Inde, S.K. Ashok Warrior, d'Éthiopie, Girma Temesgen Barkessa et du représentant du pape (nonce apostolique) récemment accrédités dans notre pays, Mgr Francisco Ascalante De Molina. Le chef de la diplomatie gabonaise était présent à cette cérémonie qui s'est déroulée au palais de la présidence de la République. (Nous y reviendrons).